

Déclaration de Solidarité socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI) au rassemblement du 5 juin 2026 à Genève



Cette Conférence internationale du Travail se déroule quelques mois après le plus grand massacre commis par la République islamique d'Iran. Elle se réunit dans un contexte de guerre impérialiste lancée par Trump et Netanyahu et dont les premières victimes sont les travailleurs et travailleuses d'Iran et de la région.

Cette conférence se déroule alors qu'en Iran la République islamique faite régner un climat de terreur et s'en prend chaque jour à la population et à toutes celles et ceux qui résistent.

Cette conférence se déroule dans un contexte d'effondrement économique et du niveau de vie de l'immense majorité des peuples d'Iran. Le bilan de la République Islamique d'Iran est un désastre total pour les travailleurs et travailleuses de ce pays. En effet, les politiques menées par la dictature n'ont apporté que plus de misère, plus d'injustice, plus de privation et plus de répression pour les salarié.e.s, les travailleurs du secteur informel, les retraités, et les masses laborieuses d'Iran.

Dans ce pays, actuellement membre du Conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT), un abîme se creuse, chaque jour plus profond, entre les classes sociales. Les riches et la clique dirigeante profitent des sanctions internationales et de leur contrôle total sur les ressources du pays pour s'enrichir massivement alors que l'hyper inflation qui sévit en Iran depuis plusieurs années a conduit une large majorité de la population à survivre sous le seuil de pauvreté.

Les grèves, les contestations sociales et politiques, les émeutes de la faim éclatent régulièrement et sont à chaque fois réprimées brutalement. Le dernier soulèvement de fin décembre-début janvier dernier a été écrasé dans le sang, faisant des dizaines de milliers de morts, de disparus et d'arrestations. Internet a été coupé et la répression s'abat à huis clos.

Trump et Netanyahu ont déclenché une nouvelle guerre impérialiste dévastatrice pour les populations civiles et pour les infrastructures du pays. Cette guerre criminelle est une catastrophe pour les peuples d'Iran et pour l'ensemble des peuples de la région. Avec cette guerre, la situation sociale s'est dégradée encore plus rapidement, les dégâts environnementaux ont été colossaux, la population est prise entre le marteau de l'impérialisme et l'enclume de la dictature.

La République islamique d'Iran a profité de cette guerre pour accroître la mise sous contrôle de la population, renforcer la répression et accélérer les arrestations et les exécutions. La guerre est un prétexte pour empêcher toute expression de désaccords et menacer toute la société civile et l'ensemble des secteurs combatifs. La classe dirigeante en profite pour licencier massivement les travailleurs/euses, restreindre les droits sociaux et démocratiques de l'ensemble des peuples d'Iran, accroître sa violence contre les minorités nationales.

Les prisons d'Iran se remplissent de jeunes contestataires, d'activistes des droits humains et des minorités, de militant.e.s ouvriers et d'enseignant.e.s qui portent haut et fort les revendications les plus élémentaires de liberté démocratique, de justice sociale et d'égalité. Ils/elles se sont lancé.e.s

corps et âme dans la constitution d'organisations indépendantes si chères à la convention 87 de l'OIT, que ce membre du Conseil d'Administration du BIT refuse de signer et/ou respecter.

Ces salarié.es ont régulièrement battu le pavé un peu partout en Iran, pour que les mesures prévues par les conventions 87 et 98 de l'OIT deviennent la norme dans ce pays.

Ces femmes et ces hommes sont actuellement dans les geôles de la République Islamique d'Iran. Et cela pour avoir voulu, par leurs luttes, que soient traduits en actes, les droits civiques et politiques inscrits dans des traités internationaux (ICCPR et PIDESC/ICESCR), que ce pays a signé, et qu'il piétine en toute impunité sous les regards de ses collègues du Bureau de l'OIT.

Leur place n'est pas dans les prisons, mais dans la Conférence internationale du Travail, en tant que véritables représentant.e.s des travailleurs et travailleuses d'Iran. Sous couvert d'allégations mensongères, certain.e.s de ces femmes et hommes sont même accusé.e.s «d'atteinte à la sécurité nationale ». Les représentants de la République islamique d'Iran qui siègent actuellement à l'OIT sont les complices de bourreaux des travailleurs et travailleuses d'Iran.

SSTI soutient les luttes et les revendications de travailleurs/euses d'Iran.

SSTI demande que soient prises les mesures nécessaires pour :

- contraindre cet État à libérer immédiatement et sans condition les militant.e.s ouvriers et enseignants détenu.e.s, ainsi que les militant.es défendant les droits humains, notamment ceux des femmes
- faire cesser sa politique répressive envers les activistes, et le contraindre à respecter les principes fondamentaux de l'OIT concernant les droits des travailleurs/euses.

Nous exigeons que :

- Les activistes détenu.e.s soient libéré.e.s sans délai et sans conditions ;
- La répression qui déferle sur le monde du travail et les peuples d'Iran cesse ;
- La peine de mort soit abolie ;
- Les droits fondamentaux des travailleurs/euses soient garantis et respectés.
- Les richesses du pays servent au développement social, non à la guerre et à l'enrichissement d'une infime minorité.

Nous soutenons les exigences présentées à l'OIT et à la Conférence internationale du Travail par les réseaux syndicaux et militants qui luttent en Iran pour l'égalité, la justice sociale et la liberté.

Nous demandons à l'OIT d'entreprendre les démarches nécessaires pour répondre favorablement à ces exigences et que les pouvoirs des représentants fantoches des travailleurs iraniens à la Conférence internationale du Travail soient refusées.

Solidarité socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI)

1er Juin 2026